

# LE CRI DU PEUPLE

RÉDACTION & ADMINISTRATION :  
41, Rue de la Montagne, 41,  
à Verviers.

ORGANE SOCIALISTE RÉVOLUTIONNAIRE  
PARAISANT TOUS LES QUINZE JOURS

ABONNEMENTS :  
Un an, 2 fr. — Six mois, 1 fr.  
Pour l'étranger, le port en sus.

## A nos lecteurs.

Au commencement du mois de mai dernier, nous annonçons par une circulaire, l'apparition de ce journal, ainsi que son programme et sa raison d'être.

Il semblerait peut-être étrange à la plupart de ceux qui liront notre premier numéro, de ne voir ni notre programme, ni les motifs qui nous ont obligés à créer le *Cri du Peuple*.

Il est indispensable pour ceux qui n'ont pas vu le programme que nous avons publié, de leur en donner connaissance en en publiant quelques fragments.

« Il y aura bientôt deux ans, avons-nous dit, que les socialistes belges sont divisés relativement sur la route à suivre pour arriver à l'émancipation des opprimés. Les uns, voulant faire de l'agitation politique et réclamer près du Gouvernement les formes qui, suivant eux, répondent à la nécessité du moment. Les autres, au contraire, pensant que, si le peuple se laissait entraîner sur ce terrain, il suivrait un chemin tout-à-fait opposé à ses intérêts et inévitablement le conduirait dans une impasse où il n'y a à recevoir que déceptions sur déceptions. La première opinion est représentée et préconisée par la presse, tandis que nous, partisans de l'abstention politique, nous nous voyions dans l'impossibilité d'exprimer nos idées à ce sujet. »

Voilà le seul motif qui nous a poussé à faire paraître ce journal, n'ayant pas un organe socialiste pour y développer nos opinions.

« Assez souvent, disons-nous encore dans le programme, nous et nos prédécesseurs, avons essayé de demander des réformes par des pétitionnements et de faire valoir nos droits par des moyens légaux; nous avons toujours été accueillis avec indifférence, avec dédain et même avec violence que pour nous laisser bercer par des illusions semblables. Nous avons toujours vu les représentants défendre leurs intérêts; quelquefois ceux de leurs commettants, mais jamais ceux du travail. Nous ne pouvons non plus lier la question économique à la question politique, elles n'ont aucun rapport. »

« Ne reconnaissant aucune forme de gouvernement, nous ne lui reconnaissons aucune espèce de droit de réglementer les rapports entre le capital et le travail. »

« Nous ne voulons pas non plus faire croire aux ouvriers qu'avec le suffrage universel, ils arriveraient à changer leur position. Qu'on en prenne l'exemple dans les pays étrangers qui jouissent de cette loi; ils ne peuvent l'exercer en leur faveur, grâce au manque de liberté qui se trouve de plus en plus restreinte par la misère toujours croissante qui se fait sentir dans le peuple. »

« C'est à l'heure où des centaines de mille d'ouvriers sont dans la souffrance, où des milliers de bras chôment faute de travail, où la classe ouvrière tout entière languit dans de misérables taudis, que l'on vient parler aux travailleurs de moyens légaux et de luttes politiques. »

« Non, non, cela n'est pas possible; les ouvriers ne vous écouteront pas. Une nécessité pressante se fait sentir chez eux et cette nécessité est celle de remplir leur armoire qui est vide depuis longtemps. »

« Nous pensons répondre au désir de nos compagnons d'esclavage, en combattant la *lutte égale* et rester sur le terrain révolutionnaire. »

« Nous, qui sommes de cette partie de la société

» qui doit supporter toutes les charges et encore souffrir d'une misère qui nous rend étiques et nous écrase complètement, nous ressentons mieux la nécessité d'abandonner les demi-mesures et lutter avec persévérance pour faire disparaître la vieille société corrompue jusque dans ses fondements et créer une nouvelle qui fera le bonheur de l'humanité. »

« Nos philosophes qui n'ont jamais manqué du nécessaire, emploient tous les moyens pour se créer des places dans la diplomatie; nous tâcherons de faire voir aux travailleurs où tendent leurs filets afin de les empêcher de s'y faire prendre. »

« Notre journal aura donc pour but de combattre tous ces mouvements politiques en préconisant l'abstention. »

« Pour la question de principes, nous sommes collectivistes; la propriété privée étant un vol, comme l'a très-bien dit Proudhon, nous ne lui laisserons de lui faire la guerre; seulement, nous laisserons à nos collaborateurs le soin de déterminer eux-mêmes l'organisation de la société future. Nous acceptons toute polémique pour autant qu'elle soit raisonnée et sérieuse. »

« Nous donnerons dans chaque numéro de notre journal un résumé du mouvement ouvrier et, quoi qu'étant ennemis des grèves, nous renseignerons nos compagnons de l'étranger des grèves qui pourraient se produire en Belgique, et ceux de la Belgique, de celles qui se produiront à l'étranger. »

« Nous tenons aussi à faire remarquer que nous nous rendons solidaires de tous les mouvements révolutionnaires insurrectionnels qui surgiraient dans le monde entier, nous réservant le droit de nous enquérir de toutes les vérités possibles les concernant. »

« Nous étudierons la question sociale; nous l'approfondirons du mieux que nous le pourrons, et tâcherons de l'expliquer le plus clairement possible, avec le langage ouvrier qui nous est familier, ayant l'espoir que nous serons compris des compagnons qui nous feront l'honneur de nos lire. »

« En philosophie, nous sommes matérialistes. De temps en temps, nous publierons des articles ayant trait à ce principe. »

« Notre journal sera donc socialiste révolutionnaire et anti-religieux. »

Qu'on ne s'étonne pas d'un résumé si succinct de notre programme; nous comblerons cette lacune en publiant des articles y ayant trait et dans lesquels nous développerons nos idées et nos aspirations.

N. B. Nous informons les sociétés ouvrières que nous recevrons leurs annonces et les insérerons gratuitement.

### La Politique et la Classe ouvrière.

Quand nous avons l'occasion d'ouvrir un livre d'histoire, n'importe de quelle époque, nous y trouvons chaque fois que telle ou telle révolution a été faite à la suite d'un mouvement politique.

Un certain nombre de citoyens constitue un parti politique, dont le programme est de réformer les lois qui, lui semble-t-il, ne sont pas en rapport avec l'opinion publique. (Il est évident que, pour eux, ce qui est considéré comme opinion publique n'est autre chose que la classe aisée de la population.) On commence d'abord par supplier le parti qui est au pouvoir; mais celui-ci qui

ne veut pas être autre chose que conservateur, s'obstine à ne rien vouloir faire pour les classes inférieures; le parti en lutte, qui s'arrache les ongles, afin de prendre place au banc législatif, se mécontente et s'insurge contre le pouvoir existant; de là viennent les appels au peuple travailleur; il ne peut faire seul, il faut la force, et seulement alors, le travailleur peut prendre part à la partie.

Pour amener l'ouvrier dans la lutte, pour lui faire prendre un fusil et le faire descendre dans la rue, on agite la question sociale; toutes les misères du peuple sont mises au grand jour, l'on cherche leurs origines et les remèdes à y apporter; on s'appuie surtout sur la question politique et l'on fait retomber toutes les fautes sur les gens du gouvernement; le peuple, se voyant ainsi devant la prétendue cause de ses misères, se laisse entraîner et, sans réfléchir davantage, s'élance, l'arme en main, contre le détenteur du pouvoir. Devant cette force populaire, le pouvoir existant se trouve écrasé et tous les gouvernants dispersés. Et alors que faire? Nos instigateurs de ce mouvement s'emparent tout de suite des rênes du pouvoir et un nouveau est constitué séance tenante; le peuple se croit sauvé; il dépose tranquillement son arme et rentre dans son taudis le cœur plein de joie. « Quelle belle journée, s'écrie-t-il, l'on s'aperçoit déjà que nos misères commencent à s'évaporer. Voilà des vrais hommes du peuple, ceux-là, et nous pouvons franchement nous rassurer, car il a tout à espérer d'un gouvernement comme celui que nous venons de constituer. » Mais à peine le peuple est-il reposé du coup de force qu'il vient de faire, qu'il s'aperçoit que toutes les promesses qui lui ont été faites avant la bataille n'ont servi que pour le mettre en guerre contre les gens du pouvoir, afin de faire place à ceux qui se déclaraient les sauveurs du peuple.

La révolution a été faite par le peuple, oui, mais poussé par un parti politique qui ne voulait autre chose que des réformes sur ce point, afin de pouvoir prendre part aux délibérations nationales; pour la question économique, qui a servi à amener la classe ouvrière, on n'en parle plus; afin de tranquilliser le peuple, quelques lois sont faites pour la circonstance et le travailleur s'endort dans ces espérances qui le mènent à l'anéantissement et à l'indifférence, car aussitôt qu'il se voit la dupe, il n'hésite pas de s'écrier: On ne m'y reprendra plus, s'en mêle qui voudra.

Maintenant il ne faut plus que la bourgeoisie s'en mêle directement, et pourtant il faut faire de la politique. Le moyen est trouvé: c'est de pousser l'ouvrier à constituer lui-même son parti; c'est ce qu'on vient de faire.

Voilà donc l'ouvrier lancé dans la politique; se trouvera-t-il mieux? Nous ne le croyons pas. Le travailleur n'étant pas indépendant, quoiqu'en disent les initiateurs du parti, il subira la pression de celui qu'il croit être son bienfaiteur, c'est-à-dire de celui qui lui donne à travailler.

Que ferait l'ouvrier avec le suffrage universel, si même ce moyen était reconnu comme pouvant mener à l'amélioration de son sort? Absolument rien. Etant, comme nous l'avons dit plus haut, sous la dépendance du bourgeois, il devra mettre

le vote que celui-ci lui indiquera, et si son patron doute de lui, il lui sera *conseillé* de ne pas prendre part au vote. Et le conseil du patron qu'est-il autre chose qu'une imposition?

Non, l'ouvrier qui songe à améliorer son sort ne doit pas s'occuper de la politique, cette question n'a aucun rapport avec ses besoins; la question qui doit l'occuper exclusivement, c'est la question sociale; sans celle-là résolue, il ne peut que voir augmenter sa misère; et pour résoudre cette question, il faut qu'il lutte avec persévérance sur le terrain révolutionnaire; car nous devons éviter tout rapprochement entre le maître et l'esclave. Non, pas de conciliation entre oppresseurs et opprimés, c'est la guerre et la guerre à outrance qu'il faut entre ces deux classes. Nous sommes convaincus, et même les partisans de la politique avec nous, que *jamais* les détenteurs des richesses de la nature ne lâcheront rien qui pourrait améliorer le sort du travailleur. Ainsi donc, si nous voulons sérieusement sortir de notre situation, il nous faut préparer un coup de force d'une violence à pouvoir ébranler la société jusque dans ses fondements. Pour préparer ce coup de force, nous devons nous organiser révolutionnairement sans nous occuper des salaires ni des heures de travail et savoir profiter de tous les moments pour faire notre propagande par le fait, car la théorie est usée.

### Suppression de l'Etat.

Nous avons dit dans notre programme qu'il nous importait peu d'apporter des réformes partielles dans l'Etat; le but que nous poursuivons est la suppression complète de tout ce qui s'appelle *nations*, et voici pourquoi :

Un Etat est une puissance, une division territoriale, enfin une agglomération plus ou moins considérable de citoyens vivant sous divers noms avec des mœurs et des langages différents.

Or, qu'est-ce qui engendre dans la société actuelle les plus grands maux qui se puissent produire, sinon cette division territoriale des Etats? Pourquoi voyons-nous ces nations se ruer les uns sur les autres, sans d'autres motifs que parce que l'un s'appelle allemand, tandis que l'autre s'appelle anglais, français, russe ou turc.

Des armées formidables, composées toujours exclusivement de producteurs, sont entretenues à grands frais dans l'oisiveté jusqu'à ce qu'il plaise aux administrateurs de nations de leur donner le signal de l'égorgeant sous le prétexte de défendre la patrie.

L'Etat, qu'elle qu'en soit la forme, suppose toujours un pouvoir centralisé, et c'est cette centralisation qui fait que des milliers de citoyens meurent de faim et de misère, parce qu'il est de toute impossibilité à un gouvernement centralisé de représenter les intérêts de son pays, de sa nation.

Le travail, qui constitue la richesse publique, est-il et peut-il être représenté dans un Etat centralisé? Non, il ne l'est pas et ne pourra pas l'être; d'abord, parce que les représentants ordinairement élus n'ont jamais connu le travail; ensuite, parce que, alors même que des ouvriers seraient chargés de représenter les intérêts du travail, il n'y a pas identité d'intérêts entre les diverses corporations ou industries spéciales.

Prenons, par exemple, un Etat populaire où les représentants ouvriers seraient en majorité: s'ils voulaient travailler en conscience et ne pas faire comme ceux d'aujourd'hui qui s'amusent à se traiter de polichinelles et à se faire des pieds-de-nez; les représentants des campagnes voudraient entretenir leurs collègues des intérêts agricoles, tandis que de leur côté les représentants industriels discuteraient avec les représentants agricoles les intérêts de l'industrie qu'ils représentent.

Nous croyons que, dans tous les cas, les peuples doivent s'habituer à penser par eux-mêmes et ne charger personne du soin de leurs intérêts: car il est toujours à craindre que ceux qui seraient chargés d'y pourvoir soient plus soucieux

de leurs intérêts ou de leur ambition personnels que de ceux de leurs concitoyens.

En outre, lorsque vous nommez des représentants dans un Etat quelconque, fût-il même populaire, pouvez-vous limiter leurs attributions? Certainement non; car, pour cela, il faudrait prévoir tous les cas. Leur donnera-t-on au contraire un mandat impératif? Mais alors nous ne voyons pas la nécessité de constituer un Parlement: ne serait-il pas plus avantageux et moins dangereux pour la société de soumettre les conditions du mandat aux circonscriptions ou agglomérations qui y seraient intéressées et prendraient ensemble une résolution favorable ou contraire aux réformes demandées par le mandat.

Ce que nous voulons, c'est une société ayant pour base les corporations librement organisées et fédérées entre elles. Cette société n'ayant rien de commun avec celle qui existe actuellement, nous pensons que tout est à faire et pour cela, nous voulons renverser la société existante, pour en créer une nouvelle; enfin nous voulons transformer la société de bas en haut et non de haut en bas, et, pour cela, nous commençons par le travail, qui nous semble être la base la plus solide de toute organisation.

*Et voilà pourquoi nous ne voulons pas modifier la société actuelle, mais la détruire.*

### Visite du Roi à Verviers.

Depuis quelque temps, il n'est question dans le monde bourgeois que de la visite du roi Léopold II au barrage de la Gileppe, et comme conséquence, d'une manifestation royaliste à Verviers.

Un subside avoué de 25 mille francs serait, dit-on, voté pour les travaux de réception; subside qui pourrait bien atteindre un chiffre plus élevé encore et augmenter en proportion des dépenses qui vont sans cesse se multiplier pour la dite réception.

Ayant à cœur de recevoir dignement un des plus gros pensionnaires de l'Etat, nos bons bourgeois, tant libéraux que cléricaux, se démènent comme de beaux diables et intriguent partout afin d'exciter un enthousiasme de contrebande en faveur du roi. Ils ont déjà convoqué toutes leurs associations de chant et autres et retenu bon nombre d'ouvriers qui formeront un cortège sous leur patronage.

Nous ignorons encore qu'elle sera l'attitude de la généralité des ouvriers bien pensants de Verviers et des environs; s'enrôleront-ils sous les bannières réactionnaires qui vont faire suite au cortège royal? Iron-t-ils étaler leur misère sur le passage du roi, résultat de la crise industrielle qui a si longtemps sévi à Verviers? Ou, ce qui vaudrait mieux encore, resteront-ils chez eux au milieu de leur famille, en face de leur misère, fidèle compagne qui ne les quitte pour ainsi dire jamais, témoignant par ce mépris de l'éloignement qu'ils ont pour cette caste qui ne leur laisse pas pour le jour à vivre.

Quoi qu'il en soit, dans l'un ou l'autre cas, nous ne pouvons que conseiller la prudence dans les paroles comme dans les actes et prendre en pitié ces pauvres niais qui, souffrant des mêmes misères que nous, vont s'égosiller à chanter en l'honneur d'un roi qui n'a d'autre mérite, lui et les siens, que d'être la représentation d'un Etat réactionnaire et corrompu, pourri de finances et par l'exploitation à outrance de toutes les forces productives de la Belgique.

Comme on le voit, cette fête (bourgeoisement parlant) promet d'être splendide et nous conseillons beaucoup à Leurs Majestés ou à leurs conseillers de se faire entourer d'un nombre suffisant de baïonnettes pour que cette fête si belle ne soit pas troublée par l'intervention d'un *Hoedel* ou d'un *Nobiling*.

### Voleurs et volés.

La société dans laquelle nous végétons, est composée de deux classes bien distinctes: l'une

s'appelle classe dirigeante; l'autre s'appelle classe dirigée.

La première possède le sol et ses propriétés, les instruments de travail, tous les capitaux, en un mot tout ce qui existe lui appartient.

La seconde ne possède rien, elle doit cultiver le sol et les bénéfices réalisés doivent retourner dans la bourse de la première; en temps de paix et de guerre, elle doit garder les propriétés et veiller à ce que personne n'y touche; les instruments de travail sont faits et inventés par elle; la production se fait par elle seule, par son intelligence, par la force de ses bras et à la sueur de son front, elle parvient à accumuler capitaux sur capitaux qui rentrent encore entre les mains de la première. C'est donc elle qui produit tout ce qui existe et c'est l'autre qui en jouit.

Comme on le voit, nous avons en présence ceux qui se gorgent dans l'opulence et ceux qui n'ont pas de quoi vivre en travaillant.

Les uns commandent en maîtres, les autres doivent obéir en esclaves. C'est la loi du plus fort. Aussi les travailleurs se sont-ils souvent révoltés contre les repus de la société existante, mais sans jamais avoir pu obtenir gain de cause.

Que de privations et de misères endurées pour la défense des principes humanitaires contre la classe des oppresseurs!

Que de sang versé pour la conquête de nos droits contre la tyrannie!

Que de martyrs dont nous avons à déplorer la mort ou l'exil pour avoir défendu le faible contre le fort!

Eh bien! travailleurs, pourriez-vous contester que ce n'est pas l'exacte vérité?

Pourriez-vous contester que la classe dirigeante, c'est-à-dire celle qui vit de nos sueurs et de notre travail, n'est pas la cause de tous nos maux?

Pourriez-vous enfin contester que c'est cette classe qui, au nom de l'ordre, de la famille et de la propriété, nous fusille et nous assassine sans pitié ni merci?

N'est-ce pas elle, travailleurs, qui a fait massacrer nos frères à Verviers, à Seraing, à l'Épine, à Frameries, dans le Borinage, dans le bassin de Charleroi et dans toutes les villes industrielles de la Belgique?

N'est-ce pas encore elle, travailleurs, qui sous prétexte d'ordre et de tranquillité publique, nous égorgera chaque fois qu'il en aura la fantaisie?

Eh bien! entre les égorgeurs et les égorgés, que peut-il y avoir de commun? Une lutte à mort, n'est-ce pas?

Que diriez-vous, si un jour on venait vous demander de leur tendre la main et de vous réconcilier avec eux?

Vous répondriez à ceux qui oseraient vous faire une telle proposition :

« Non! la conciliation est impossible; non! nous ne pouvons ni ne devons tendre la main à ceux qui n'ont jamais cherché qu'à nous anéantir; non! nous ne pouvons ni ne devons pactiser avec ceux qui nous ont toujours tenu le couteau sur la gorge et qui à la moindre réclamation nous l'enfonçait jusqu'au manche; non! nous ne le pouvons, parce qu'une telle conduite de la part de nous, révolutionnaires-socialistes, serait le déshonneur de notre cause, de la cause que nous voulons défendre au prix de nos sueurs et de notre sang. »

En répondant de cette manière, travailleurs, vous seriez certainement très-logiques, car serait-il donc possible de s'allier avec ceux qui nous font mourir de faim? Non, sincèrement parlant, cela ne se peut pas.

Méfiez-vous donc des belles promesses qu'on pourra vous faire pour arriver à une conciliation. Préparez plutôt vos bras vengeurs pour les terrasser.

Pas de grâce! Débarrassons l'humanité de tous les tyrans.

Voilà la seule conciliation possible entre les voleurs et les volés.

## BELGIQUE.

La situation ouvrière de la Belgique ne prospère guère.

Nous voyons dans toutes les localités et dans toutes les industries un surcroît de bras, et par conséquent surcroît de misère.

Verviers, où l'industrie lainière a toujours fait la richesse de cette ville, devient de plus en plus pauvre.

Le perfectionnement des machines, d'un côté, supprime quantité d'ouvriers.

D'un autre côté, l'exportation de l'industrie dans les pays étrangers a forcé nos fabricants à travailler à très-bas prix et c'est sur la main-d'œuvre et sur la falsification des matières premières que repose cette baisse de produit.

Le Bassin de Liège, où existe l'industrie armurière et les houillères qui occupent un bon nombre d'ouvriers, sont également dans une situation très-alarmanche. Cette situation a suggéré à nos compagnons de cette ville de se réorganiser en groupe de propagande, qui va tous les jours en augmentant.

Dimanche 23 juin, il avait organisé deux meetings à Seraing, endroit dont la seule ressource des ouvriers est les mines de houille, et tous les ouvriers en général sont dans un état très-misérable.

D'un autre côté, nos bourgeois travaillent à entraver la révolution par tous les moyens.

Ainsi, il y a quelque temps, la section de Jemmappe, dans le Borinage, s'est transformée en société d'amusement.

Ils ont nommé un riche bourgeois président d'honneur, et ont changé le drapeau rouge en drapeau national.

Certainement, c'est l'œuvre de la bourgeoisie; ne pouvant plus contenter le ventre des ouvriers, elle tâche de contenter leurs yeux.

## ITALIE.

On écrit de ce pays à l'Avant-Garde :

« L'excitation des esprits est arrivée en Italie au plus haut degré. De temps à autre, ou pour mieux dire, fréquemment, d'un bout à l'autre de notre presqu'île, éclatent des troubles qui sont causés par la cherté des vivres, et par le manque de travail. Ces émeutes donnent fort à penser à la bourgeoisie.

Le cri de « *pane e lavoro* » (du pain et du travail !) est souvent poussé par les ouvriers et même par les paysans. Et leurs actes démontrent clairement que s'ils n'appartiennent pas à l'Internationale, du moins ils n'ont aucune répugnance pour l'emploi de notre tactique et la mise à exécution de nos théories.

Toutefois encore, ils se contentent de l'aumône d'un peu de pain, de farine, d'argent, ou de promesses de travail, et vraiment c'est grand dommage.

C'est surtout dans les provinces de Mantoue et de Venise que ces troubles éclatent, et l'on ne peut pas dire que nous les ayons fomentés, puisque c'est précisément dans ces provinces que notre propagande d'action a été le moins répandue. Mais, il semble que ceux de nos compagnons qui se trouvent dans ces localités soient résolument décidés à profiter de cet état de choses pour propager désormais, activement et nettement, nos principes. Déjà, ils préparent un Congrès des socialistes de ces provinces, et il n'y a aucun doute que leur œuvre donnera d'excellents résultats.

Il ne faut pas oublier qu'après le mouvement insurrectionnel de Bénévent de l'année passée, ce fut dans la province de Mantoue que le contre-coup le plus fort fut ressenti, et si ces ouvriers, ces paysans, ne s'étaient pas laissés entraîner aux paroles d'hommes qui faisaient du socialisme avec un programme plus conservateur, même plus réactionnaire, que celui des sociétés de secours mutuels, la révolution y aurait pris pied.

Parmi les troubles qui ont éclaté pendant ces derniers jours, nous parlerons seulement de ceux de *Torre Anunziata* (Naples) quoique leur im-

portance soit moins directe pour nous que ceux de Perugia dont nous ne pourrions dire que peu de chose.

Les *semolai* (marchands de son) de cet endroit, ayant employé pour passer leur son au crible, un système mécanique nouveau, un grand nombre d'ouvriers devenus inutiles furent mis sur le pavé. Si on ajoute à cela le manque de travail, il vous sera facile de comprendre ce qui advint le 29 du mois passé.

Ce jour-là, quelques centaines d'ouvriers se portèrent devant les magasins des *Semolai*, en forcèrent les portes, en cassèrent les vitres; puis ils s'emparèrent des machines, les traînèrent dans les rues et là les mirent en pièces. Mais comme ils se portaient à l'établissement de M. *Podesta* (le plus riche de ces fabricants), la troupe intervint et chassa les ouvriers. Des arrestations furent faites, et il va sans dire que parmi les emprisonnés se trouvent des *facinorosi* (scélérats) et des *pregiudicati* (gens nuisibles). Le lendemain, les arrestations continuèrent, et des soldats, gendarmes, gardes de la sûreté publique, arrivèrent en grand nombre de Castellamare et de Naples. Le préfet, le colonel des gendarmes et le questeur, se rendent aussi sur les lieux.

Ce sont autant de symptômes réjouissants qui devancent peut-être un grand orage populaire, et qui montrent ouvertement les moyens que le prolétariat italien veut employer pour trancher la question sociale. Il est certain qu'il ne manque que l'étincelle pour que l'incendie éclate.

## RUSSIE.

Toula, le 8 juin, 28 mai 1878.

Les nouvelles qui arrivent de Kieff sont très-importantes. Le colonel Heiking, chef de la police de Kieff, qui depuis quatre ans faisait une guerre acharnée à tous les socialistes, vient d'être blessé d'un coup de feu. Au moment où il traversait la ville avec son escorte, des détonations se firent entendre, et le colonel tomba de cheval; un de ses officiers fut également atteint; un bourgeois qui voulut arrêter un de ceux qui avaient tiré fut tué roide. Aucun des auteurs de cette tentative d'exécution n'a été arrêté.

On annonce encore que, dans cette même ville de Kieff, trois socialistes détenus dans la prison centrale se sont sauvés avec tous les hommes du poste. Les soldats ont fait cause commune avec les prisonniers. L'autorité n'a pu mettre la main sur aucun des fuyitifs.

C'est à tort qu'on a annoncé l'arrestation de Vera Zassoulitch. Je suis en mesure de vous assurer, de source certaine, que notre héroïne est hors de danger. Je ne puis vous en dire davantage : il m'est expressément recommandé de ne pas indiquer l'endroit où elle s'est réfugiée. Vous savez, sans doute déjà, par les journaux, que le jugement d'acquiescement a été cassé par le Sénat, constitué en cour de cassation, et que le procès a été renvoyé devant le tribunal de Novgorod.

Le *Messenger officiel* publie un ukase ordonnant que dorénavant tous les crimes contre l'ordre public seront jugés sans l'intervention du jury.

A Varsovie, cent cinquante personnes ont été mises en état d'arrestation jusqu'à ce jour. D'après les feuilles officielles, ces citoyens sont accusés d'être en relation avec le « gouvernement occulte » de la Russie.

D'après des avis sûrs, la famine prend des proportions terribles dans le Nord-Est. Elle sévit surtout dans les gouvernements de Kasas, Wiatka, Nijni-Novgorod, Perin et Simbirsk. Le gouvernement de Wiatka, et particulièrement les districts de Murshwen et de Malnuph, et une partie de celui de Jaransk, sont dans une position extrêmement critique. Une misère indescriptible règne partout. Les paysans n'ont pu payer leur taxe, et l'administration n'a pas les moyens de secourir les affamés. Dans le district de Gortatoff, les habitants émigrent en masse.

On dit, ici, que le czar désire que le congrès de Berlin s'occupe des mesures à prendre pour arri-

ver à « supprimer le socialisme! » On annonce encore que, dans le cas où la paix se conclurait, l'Empereur Alexandre serait décidé à remettre les rênes du gouvernement entre les mains du czarévitch, qui donnerait aussitôt une constitution à la nation. Je ne vous entretiens pas des mille autres bruits qui circulent. Je tenais seulement à vous faire part, sans retard, de l'affaire Heiking à Kieff, qui est le pendant de l'affaire Trépoff à Pétersbourg.

(L'Egalité.)

## CORRESPONDANCES.

Citoyens du *Cri du Peuple*,

Le Cercle d'études et de propagande socialistes de Liège a repris avec vigueur la discussion de l'organisation du travail et de la famille. C'est grâce à l'habile impulsion de quelques membres du nouveau comité, hommes nouveaux ici, instruits et dévoués, que le mouvement propagandiste va toujours croissant. On est parvenu à laisser de côté toutes ces sottises de personnalités et à discuter sérieusement.

Des membres de l'ancienne section qui d'abord s'étaient tenus à l'écart, ont fini par se faire inscrire. Ils ont compris qu'il ne fallait pas faire fi de l'élément nouveau.

Quoiqu'il soit désagréable de voir des barbes grises plus jeunes que les jeunes, on a accueilli avec bonheur ces premiers fondateurs de l'Internationale à Liège.

Il a été question d'établir des cours de science militaire : formation, défense, attaque de barricades, maniement des armes, principes de tir, etc., etc. Il est à espérer que bientôt ces cours commenceront.

Le Cercle a organisé quelques excursions dans les environs.

A Herstal, quelques citoyens dévoués viennent de former une nouvelle section. A Seraing, où un meeting a été tenu le 23 juin dernier, le drapeau de l'Internationale vient d'être relevé.

Enfin, tout nous fait voir que le parti socialiste prospère et que les Liégeois vont enfin sortir de l'espèce d'engourdissement, d'indifférence, de fatigue où les beaux parleurs, les politiciens aux attaches bourgeoises les avaient jetés.

Salut dans la Révolution sociale.

VARZANT.

Liège, le 1<sup>er</sup> juillet 1878.

Quelques compagnons du Cercle viennent de reformer la société la Libre-Pensée, dont le but est l'organisation et la propagation des enterrements civils.

Une assemblée importante a eu lieu lundi passé. Environ 120 membres se sont déjà fait inscrire.

Citoyens rédacteurs du journal *le Cri du Peuple*,

Le programme que j'ai reçu, m'annonçant l'apparition de votre journal, m'a très-bien goûté et je vous remercie de son envoi. Ce nouveau journal, devant être socialiste révolutionnaire, et comme étant socialiste révolutionnaire à mon tour, je m'empresse de vous écrire ces quelques lignes qui ont trait à un nouveau mode d'exploitation qui se fait jour et cela en guise de charité, dont beaucoup de pauvres femmes en sont les victimes.

Il s'est formé à Verviers une société de dames soi-disant charitables, dans le but de venir en aide aux pauvres honteux. Ces braves dames se donnent pour mission d'aller faire une collecte chez les commerçants en mettant, me semble-t-il, leur quote-part; le produit de leur collecte est remis entre les mains d'un curé pour en faire la distribution.

Il est arrivé que chez un de ces commerçants qui avaient mis leur obole, il y avait une pauvre femme qui faisait l'ouvrage de la maison; la dame de la dite maison conseille à la femme d'aller se plaindre à M. le curé pour avoir une assistance. La femme va trouver le curé de la part de la dame et elle reçoit l'aumône. Elle revient auprès

de cette dernière pour la remercier du bon conseil qu'elle lui avait donné. La dame demande combien elle avait reçu; la femme le lui dit.

La dame paraissait très-contente, mais elle cachait sa malice. Quand vint le jour de payer le travail de la femme, grand fut l'étonnement de celle-ci qui reçut pour paiement la réponse que voici :

« Comment, vous n'êtes pas honteuse d'exiger encore un paiement en vous ayant fait avoir une telle somme d'argent de M. le curé? Allez donc! je crois qu'il va bien ainsi. »

La femme lui répond : « Mais, madame, vous n'avez rien mis hors de votre poche pour cela. »

« Si, répondit la dame, nous avons tous versé notre quote-part et je crois que vous êtes bien payée avec ça. »

Vous voyez, compagnons d'infortune, avec quelle hypocrisie on vous fait la charité. D'une main on vous donne et on vous le reprend de l'autre; on fait humilier vos femmes devant d'inféctueux personnages qui n'ont jamais rien produit de bon. Nous qui produisons tout ce qui est nécessaire à la vie, nous nous laissons mener à la dégradation par leurs infâmes conteils.

Espérant, citoyens, que cette méthode de spoliation que je viens de dévoiler servira de leçon à ceux qui liront le journal, surtout à ceux qui ont pour habitude de vouloir profiter de tout ce qui se fait, et qui disent pour raison que *c'est le hon-teux qui le perd*.

A ceux-là je leur conseillerais d'étudier un peu la question de savoir qui est le plus en droit d'avoir son nécessaire, et de profiter de toutes les jouissances.

Quand ils auront étudié cette question, ils sauront bien distinguer le voleur du volé et le producteur du parasite. Alors ils sauront bien comprendre qu'il n'y a que l'association à pouvoir les émanciper, que ce ne sera pas les aumônes de toutes sortes qu'on leur fait qui les rendra plus heureux; ces aumônes ne servent qu'à nous abrutir, nous dégrader et nous faire penser que nous valons moins que tous ces philanthropes.

Dans une prochaine correspondance, citoyens rédacteurs, je mettrai vos lecteurs au courant d'une autre société qui a pour but de venir en aide aux malheureux ouvriers. C'est toujours le voleur qui fait l'aumône au volé.

En attendant, recevez un salut révolutionnaire.

Citoyens rédacteurs du journal *le Cri du Peuple*,

C'est avec un grand plaisir que j'ai appris, par son programme, l'apparition d'un nouveau journal vraiment révolutionnaire et qui a pour titre *le Cri du Peuple*. Il sera, je crois, véritablement l'écho des travailleurs. Je compte, citoyens, sur votre impartialité pour insérer les quelques réflexions que je me suis faites sur l'indifférence des ouvriers, étant certain qu'elles feront du bien en les publiant.

La situation faite aux ouvriers est des plus intolérables. Quel moyen faudrait-il employer pour y porter remède?

Nous savons depuis longtemps que si la situation de l'ouvrier devient de plus en plus misérable, c'est faute que l'organisation de la société actuelle est très-vicieuse, c'est-à-dire qu'elle fonctionne au profit du patron au détriment de l'ouvrier.

A quoi cela dépend-il? Cela dépend de ce que nos exploités s'entendent très-bien ensemble: qu'ils soient catholiques, libéraux ou progressistes, ils sont tous d'accord pour faire travailler l'ouvrier à plus bas prix possible.

Que fait l'ouvrier devant cette exploitation organisée? Il reste dans une inertie et dans une indifférence complète. Il devrait pourtant bien se dire que si les salaires diminuent tous les jours, tandis que d'un autre côté les denrées alimentaires augmentent, qu'il arrivera un moment où il ne pourra plus suffire à l'entretien de son existence.

Mais non, il ne prévoit pas cet état de choses.

Au contraire, nous voyons l'ouvrier sur l'atelier se faire de petites guerres d'épingles.

Quand, par exemple, un socialiste pose carrément ses opinions, nous en avons qui l'écoutent et qui ne disent rien; ils savent cependant qu'il a raison, mais de crainte de se faire voir d'un mauvais œil de leurs patrons ou contre-maitres, ils se taisent et ils restent isolés. Nous en avons d'autres qui se plaisent, mais c'est l'ignorance qui en est cause, à taquiner ce socialiste, croyant de se faire bien voir de leurs patrons ou contre-maitres; je cite ce mot de contre-maitres, parce que c'est une catégorie de gens qui ne se croient plus des ouvriers; je ne dis pas tous en général, mais la grande majorité.

Eh bien! ouvriers, vous voyez à quoi cela vous sert de rester isolés et de ne pas vous entendre comme font nos patrons.

La désunion vous conduira dans un abîme, soyez-en persuadé, car si maintenant vos salaires diminuent, bientôt on vous fera sentir les coups de fouet et vous n'aurez qu'à les recevoir sans rien dire.

Au contraire, si les travailleurs étaient bien associés, on ne constaterait pas de telles choses.

Quand des ouvriers veulent avoir une augmentation ou revendiquer un droit, le patron les reçoit avec dédain et finit par dire ceci : si cela ne vous convient pas, allez-vous-en, j'aurai des autres qui feront ce que vous ne voulez pas faire. Il répond ainsi, parce qu'il sait que la solidarité n'existe pas entre les ouvriers; qu'au contraire, s'il y avait solidarité et fraternité entre eux, les patrons les craindraient bien plus qu'ils ne le font maintenant.

Rappelons-nous un peu, travailleurs, que quand tous les corps de métiers étaient très-bien organisés, pour voir si on aurait baissé nos salaires et nous insulter comme on le fait aujourd'hui. Eh bien! à l'œuvre tous ensemble, tâchons de faire disparaître toutes ces petites querelles d'ateliers, et qu'il n'y règne plus que fraternité et solidarité. Entrons tous dans nos corporations, et là, nous serons les plus forts, au lieu que nous sommes les plus faibles.

Je dis donc d'entrer dans nos corps de métiers pour le moment, pour maintenir nos salaires et nous faire respecter. Mais à l'avenir, nos corps de métiers doivent avoir pour but principal l'abolition du salaire, c'est-à-dire l'abolition du patronat, la prise de possession des instruments de travail par l'expropriation de leurs détenteurs.

Vous voyez donc, travailleurs, quel avantage il y a pour nous de nous unir et de s'occuper de nos corporations; à l'œuvre et toujours à l'œuvre. « Fraternité. Solidarité. »

Un ouvrier.

#### Nécrologie.

Dimanche 30 juin ont eu lieu à Enival les funérailles civiles du citoyen Albert Piercot, décédé en libre-penseur à l'âge de 19 ans. Les sociétés rationalistes de Verviers et de ses environs y étaient représentées par un grand nombre de leurs membres.

Nos amis les socialistes-révolutionnaires flamands viennent de faire une perte très-cruelle en la personne de leur compagnon et ami le citoyen Jacobs (Robert), ancien collaborateur au journal *De Werker* et caporal au 2<sup>e</sup> régiment des chasseurs.

Issu d'une famille bourgeoise et catholique d'Anvers, et élevé par conséquent dans des sentiments de religiosité et de superstition, Jacobs avait su de bonne heure se soustraire à l'influence néfaste du clergé et de ses doctrines. Sa vive intelligence et la droiture innée de son cœur l'attiraient vers l'étude et le portaient vers ses frères les déshérités, et de bonne heure il s'occupa des questions politiques et de la question sociale à l'ordre du jour.

Quoique jeune encore, Jacobs s'était déjà fait apprécier dans tout le pays flamand par la vivacité de ses écrits, par l'audace de son caractère

et par ses grandes qualités de conférencier et d'orateur. Il était appelé à jouer un grand rôle dans le parti socialiste-révolutionnaire flamand, où la mâle énergie de sa parole et l'ardeur de ses convictions l'avaient fait remarquer.

Dans sa trop courte, mais très-laborieuse carrière, Jacobs a été un collaborateur assidu et de grand mérite du journal *De Werker*, quand celui-ci était encore l'organe du parti socialiste-révolutionnaire flamand et il ne le quitta, avec quelques-uns de ses amis, que lorsque la feuille flamande changea de ligne de conduite et de manière de voir, et de socialiste-révolutionnaire devint socialiste-opportuniste.

Jacobs a donné un grand nombre de conférences dans plusieurs villes flamandes, notamment à Gand et à Anvers, et ses amis de Gand se rappellent encore les succès toujours croissants obtenus dans leur ville. Dans les meetings où souvent il s'est fait entendre et applaudir, sa parole nerveuse et colorée — alors moins retenue par certaines limites qui s'imposent aux conférenciers — pouvait se donner libre carrière et on sentait alors vibrer en elle la passion puissante et l'ardeur indomptable des vieux tribuns flamands.

La mort de Jacobs laisse une lacune dans le parti révolutionnaire flamand; une lacune qu'il sera peut-être très-difficile de combler par le temps d'opportunisme qui court.

Que la sincérité de nos regrets et le juste hommage que nous rendons à la mémoire du regretté compagnon, adoucissent la douleur de ses nombreux amis.

#### Idylle.

La chose s'est passée dans une contrée champêtre — et particulièrement pittoresque — de l'arrondissement de Bruxelles.

Il y a par là un vieux bonhomme valétudinaire aux soins duquel on a commis une « bonne sœur » et un « cher frère. »

— Ah! ah!

Du tout, ça n'est pas ça. Est-ce que les gens de robe s'émeuvent pour les cotillons? De par la loi des contrastes, c'est l'habit qu'ils préfèrent.

Pour celui-ci, il paraît que ce n'était même pas l'habit — mais la blouse.

Dernièrement, le cher frère, qui se promenait par les vaux et par les monts, fit la rencontre d'un jeune villageois, dodu, joufflu, rose, gros et gras, que c'était plaisir à voir.

Le cher frère lia la conversation avec le jeune villageois et il le mena se rafraîchir dans quelques cabarets du village.

Puis on reprit la petite promenade...

Arrivés dans un endroit désert, la conversation prit un tour littéraire. Le cher frère se mit en devoir d'expliquer au jeune villageois la fameuse églogue de Virgile : *Formosum pastor Corydon ardebat*... Il essaya même de la mettre en action. Nous supprimons les détails.

Le petit paysan résistait; mais il y mettait une certaine coquetterie, — toute pleine d'hésitations...

Le cher frère trépignait.

Enfin le campagnard demanda :

— Bé! qu'est-ce que vous me donnerez?

Le cher frère était emballé; il eut donné son âme — s'il avait été sûr d'en avoir une.

Il donna sa montre.

Ici, le tableau change subitement.

Le jeune villageois prit la fuite — comme s'il avait vu le diable.

Bien entendu, il emportait la montre.

Et le cher frère resta en plan, ran tan plan, tire lire en plan.

Le jeune villageois alla promener sa vertu et la montre dans les cabarets voisins...

Et les potins d'aller leur train.

Alors, le cher frère s'avisait d'un stratagème...

Il alla porter plainte contre le jeune paysan, du chef de vol.

Du toupet, les petits-frères — quoique tonsurés.

Mais le jeune paysan s'expliqua devant la justice...

Et si bien que l'instruction a changé de face.

Elle n'est plus laïque, mais elle est obligatoire — pour le cher frère.

(Chronique.)

D. BINEUR.

Editeur, TOUSSAINT MALEMPRE, 106, à Lambermont.